

Historiographie d'une guerre oubliée (1)

Description

La guerre polono-soviétique de 1919-1920 a frappé, par l'ampleur des enjeux qu'elle a soulevés, l'imagination de ses contemporains : l'exportation ou non de la révolution russe à la Pologne et à l'Europe, la survie ou la mort du régime bolchevique semblaient être suspendues à son déroulement.

Les plus fascinantes potentialités dont elle était porteuse ne se sont pourtant pas matérialisées : la Russie est restée bolchevique (puis devenue soviétique) et la Pologne, pour un temps, indépendante. On peut donc dire, à l'instar de Norman Davies, que « les effets les plus sensationnels du conflit sont ceux qui ne se sont pas produits »^[1]. Cette caractéristique de la guerre polono-soviétique a probablement pesé dans la relative négligence que lui ont témoignée les historiens. Ceux d'entre eux qui se sont toutefois essayés à en écrire l'histoire ont longtemps été prisonniers de sa modernité, modernité des idéologies qui s'y sont affrontées. Aujourd'hui encore, la connaissance de la guerre polono-soviétique par le grand public français souffre du double héritage de l'oubli et des pesanteurs idéologiques.



Proposer une historiographie de la guerre polono-soviétique nécessite au préalable de présenter les grandes lignes du conflit, ce qui revient à investir prudemment le champ du débat historiographique. N'y voyons pas le signe d'une drève méthodologique partisane, oà¹ la dduction prcderait l'hypothèse, mais le simple souci d'être clair.

Genèse de la guerre

« Quant à l'action, qui va commencer, elle se passe en Pologne, c'est-à-dire Nulle Part » (Alfred Jarry). Telle pourrait être la description de la situation géopolitique qui prévaut lorsqu'en février 1919, occupant les territoires abandonnés par les troupes allemandes rejoignant leur patrie après l'armistice du 11 novembre 1918, armées polonaises et bolcheviques se font soudainement face dans les régions de Bereza Kartuska et de Pinsk (cf. carte). L'action se passe en Pologne au regard de ce qu'ont été ses frontières par le passé et de ce qu'elles deviendront après la paix de Riga du 18 mars 1921 ; mais nulle part – et cette dimension semble l'emporter – selon la réalité internationale du moment, qui fait de la Pologne un Etat non reconnu et aux frontières indéterminées, et d'après les critères ethniques, situant les régions mentionnées hors du « domaine polonais » (cf. carte : la ligne Curzon marque la limite ethnique orientale de la Pologne).

Cette situation pour le moins confuse résulte tout à la fois de la révolution russe d'octobre 1917 et de la fin de la Première Guerre mondiale. La paix de Brest-Litovsk, signée le 3 mars 1918 entre les

représentants de la Russie bolchevique et ceux de l'Allemagne, permet à cette dernière de monter la garde sur un front de 2 400 kilomètres s'étendant du golfe de Botnie à la mer d'Azov et à l'intérieur duquel toute la Pologne anciennement russe est comprise : l'Ober-Ost (Est Supérieur). La partie la mieux contrôlée de l'Ober-Ost constitue une zone contiguë à la Pologne ethnique. La défaite de l'Allemagne sur le front occidental et l'armistice du 11 novembre 1918 rendent caduc le traité de Brest-Litovsk et plongent l'Europe centrale et orientale dans le chaos.

À Varsovie, le jour de l'armistice est celui de l'arrivée au pouvoir du général Pilsudski et du retour à l'indépendance. L'arrêt des hostilités provoque également l'évacuation de l'Ober-Ost par les armées allemandes, à partir de décembre 1918 : les troupes polonaises et bolcheviques remplissent chacune de leur côté le vide ainsi créé et se font face.

Les vainqueurs de la Première Guerre mondiale – principalement la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui dominent de leur poids la Conférence de la Paix ouverte le 18 janvier 1919 afin d'élaborer le traité de paix et de redéfinir les frontières européennes – tardent à se prononcer sur les limites orientales de la Pologne et ne reconnaissent pas la révolution bolchevique. Après le vide militaire créé par l'évacuation de l'Ober-Ost, se dessine donc un vide international et diplomatique qui ne peut qu'encourager dans l'Est européen l'exercice du fait accompli.

Si l'on ajoute à ces considérations la soif de survivre et les ambitions d'une nation renaissant tout juste à la vie nationale, la ferveur de révolutionnaires aux desseins mondiaux et les rancoeurs nées d'un passé commun douloureux, tous les ingrédients d'une confrontation sont réunis. Son ampleur s'annonce malgré tout assez faible dans l'immédiat, tant la situation politique, économique, sociale et militaire des deux pays concernés est dégradée. La Pologne, durement touchée par la Première Guerre mondiale, s'oppose dans des querelles de frontières à l'Allemagne (pour Dantzig, la Poznanie et la Haute-Silésie), à la Tchécoslovaquie (pour Cieszyn/Tesin) et à l'Ukraine (pour Lwow et la Galicie orientale). Quant à la Russie, elle est en proie à la guerre civile depuis plus d'un an. Les bolcheviks se battent sur quinze fronts. Les armées blanches de l'amiral Koltchak, en Sibirie, et des généraux Denikine et Ioudenitch dans la région de la Volga et près de Petrograd, constituent les principales menaces. S'y ajoutent les interventions de l'Entente à Mourmansk, Arkhangelsk, Vladivostok, dans le golfe de Finlande, dans le Caucase et aux confins de la Crimée et de l'Ukraine. La Finlande, les États baltes, le Kouban, le Don, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan sont parmi les nombreuses régions de la Russie d'avant 1914 qui échappent au contrôle de Moscou; il y a même souvent, comme en Ukraine, le désordre des pouvoirs rivaux.

Les affrontements qui se profilent en février 1919 dans l'Ober-Ost évacué semblent secondaires en face de cette multitude de préoccupations et de périls auxquels sont confrontés les deux États. Le sentiment d'insignifiance grandit encore lorsque le regard se porte sur l'ensemble du continent européen, parcouru de révolutions politiques et de bouleversements territoriaux, principalement chez les deux grandes puissances sorties vaincues de la Première Guerre mondiale : l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

Premiers combats

La première phase du conflit, de février 1919 à avril 1920, présente les caractéristiques d'une guerre larvée. Elle est marquée par une progression militaire de la Pologne, qui s'empare de Wilno/Vilnius (21 avril 1919) et de Minsk (8 août 1919). Le nombre de soldats impliqués dans ces

premières opérations (quelques dizaines de milliers dans chaque camp) et la nature des armements utilisés (chars et avions interviennent très rarement: l'infanterie et la cavalerie prédominent) sont ridiculement peu développés par comparaison avec la Première Guerre mondiale[2]. A partir de l'été 1919, toutefois, se dessine la perspective d'un affrontement d'ampleur nouvelle. C'est à cette époque que le Directoire de Petlioura, Ukrainien ayant combattu Polonais, bolcheviks et Russes blancs, s'efface en tant qu'entité politique sous les coups portés par Denikine. A la fin de 1919, ce dernier est à son tour battu par les bolcheviks et les troupes de l'anarchiste ukrainien Makhno. En Sibirie, Koltchak est exécuté en février 1920. Conséquence de ces évolutions, deux forces subsistent, polonaise et bolchevique, s'apprêtant à livrer combat sur un front qui a doublé de taille[3] et avec des moyens accrus.



(Carte : Mitica Misha)

Sur le plan international, la signature du Traité de Versailles (26 juin 1919) sans qu'aucune décision n'ait été prise au sujet des limites orientales de la Pologne ouvre la voie à la politique du fait accompli. La ligne Curzon, établie par l'Entente le 8 décembre 1919 afin de marquer les limites ethniques orientales de la Pologne, n'apporte aucun réglage. Elle n'est pas adoptée par les Alliés comme frontière mais comme simple référence, ne prédisposant pas du droit qu'à la Pologne de s'étendre ou non à l'Est. Pilsudski ne s'en satisfait d'ailleurs pas. Le 14 décembre, il rompt les négociations de cessez-le-feu engagées en octobre dans le cadre de la campagne de paix lancée par Tchitcherine, commissaire aux affaires étrangères, auprès de l'opinion européenne. L'hiver 1919-1920 est une période de statu quo militaire et de préparatifs dans chaque camp en vue d'une offensive au printemps 1920. Trotski, commissaire à la guerre, réorganise l'Armée rouge et concentre ses effectifs sur le front occidental. Dans la course engagée, la Pologne a pris de l'avance. Pour Pilsudski, la préparation d'une offensive militaire consiste autant à réorganiser l'Armée rouge en cours de regroupement qu'à réaliser son rêve de fédération avec la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine. Enthousiasmés par leurs succès dans la guerre civile, Lénine et les bolcheviks projettent en effet d'exporter la révolution à l'Europe. La Pologne est considérée comme un pont à franchir pour atteindre l'Allemagne, en proie à l'agitation révolutionnaire.

Tandis que la Grande-Bretagne souhaite normaliser les relations de l'Entente avec la Russie bolchevique et qu'elle dissuade la Pologne de tout aventurisme, la France, espérant toujours la chute du régime bolchevique, encourage en sous-main Pilsudski. C'est le 24 avril 1920 que celui-ci lance son offensive, en envahissant l'Ukraine. Quelques jours plus tard, Pilsudski et Petlioura (réfugié en Pologne depuis décembre 1918) ont signé un accord relatif aux frontières des États ukrainien et polonais[4], bientôt suivi d'une alliance militaire. Le 7 mai, Kiev est prise avec la participation de troupes ukrainiennes.

Revements et dénouement

Devant défendre un front bien trop étendu pour ses moyens (plus de 1 000 km ; cf. carte), l'armée polonaise ne peut longtemps maintenir ses positions. C'est la fameuse « cavalerie rouge » de Boudenny qui parvient à les percer le 6 juin 1920, près de Kiev, après une tentative infructueuse de Toukhatchevski, commandant en chef du front Ouest, sur la Bérézina. L'armée polonaise est progressivement refoulée des territoires ukrainiens précédemment conquis. Avec ses 800 000 hommes, l'Armée rouge dépasse à cette date les effectifs adverses. Le 20 juillet, en prenant Grodno, elle atteint la ligne Curzon. Le 1^{er} août, la dernière ligne de défense polonaise (Narew-Bug) est brisée et l'Armée rouge s'apprête à déferler sur Varsovie.

Le péril de la situation provoque en Pologne plusieurs crises ministérielles. En juillet s'ouvre une période de négociations d'un armistice entre bolcheviks et Alliés d'une part, bolcheviks et Polonais de l'autre, que chacun fait traîner en longueur, hormis le Premier ministre britannique Lloyd George: les bolcheviks souhaitent pousser au maximum leur avantage sur le terrain, tandis que les Polonais ne s'avouent pas vaincus. Parallèlement, l'Entente envoie des armes à la Pologne. Une mission interalliée, chargée de prendre toutes les mesures nécessaires en vue du rétablissement militaire de la Pologne, se rend à Varsovie. Le général Weygand en fait partie.

Le 13 août 1920, lorsque s'engage la bataille de Varsovie, les négociations polono-bolcheviques laissent apparaître la volonté de ces derniers de soviétiser la Pologne. La soviétisation a d'ailleurs déjà commencé dans la région de Białystok, sous l'égide de Dzierzynski, chef de la Tcheka, ainsi qu'en Galicie[5]. La tension internationale est alors à son comble; chacun envisage avec angoisse ou délectation la chute imminente de Varsovie et ses conséquences. Mais une audacieuse manœuvre d'encerclement des troupes bolcheviques retourne la situation en faveur de la Pologne. Afin d'éviter l'encerclement total, les bolcheviks sont contraints à une rapide retraite. La bataille de cavalerie de Zamosc, à la fin août, provoque l'effacement des forces de Boudenny. Le 28 septembre, la bataille du Niemen permet une avancée polonaise dans tous les secteurs du front. C'est dans ce contexte que s'ouvre la conférence de Riga, qui doit établir les préliminaires de paix avant de fixer un armistice.

Le 5 octobre 1920, l'accord entre Polonais et bolcheviks est atteint. Chaque camp est épuisé par la guerre et conscient des risques – plus élevés pour les bolcheviks, qui doivent combattre Wrangel – que lui ferait courir la poursuite des hostilités alors que l'hiver approche. Le 12 octobre, sont signés des préliminaires de paix, une convention d'armistice et des accords économiques en partie secrets. Ces textes sont le fruit d'un compromis: les bolcheviks cèdent à toutes les revendications territoriales exprimées par les Polonais, qui renoncent en échange à créer une Ukraine indépendante servant d'Etat-tampon (la République Socialiste Soviétique d'Ukraine est reconnue). L'accord équivaut à une reconnaissance de facto, sinon de jure, de la Russie

bolchevique.

La Pologne ne retrouve pas les frontières de 1772, date de son premier partage, mais dépasse largement la ligne Curzon. Son territoire est désormais peuplé de nombreuses minorités, notamment ukrainienne, biélorussienne et lituanienne. La reconnaissance de la R.S.S. d'Ukraine ainsi que celle d'une Russie-Blanche indépendante, mais dont l'assise territoriale est dans les faits répartie entre les deux anciens belligérants, mettent fin aux rêves fédéralistes de Pilsudski, qui fait occuper Wilno par le général Zeligowski. Pour les bolcheviks, la fin de la guerre permet d'écraser Wrangel, de mettre fin à la guerre civile et de lancer la « construction du socialisme dans un seul pays », après avoir tenté de l'exporter.

L'armistice entre en vigueur le 18 octobre 1920 et la paix le 18 mars 1921, jour de la signature du traité de Riga.

Ce récit de l'enchaînement des faits n'est qu'une première étape dans la compréhension de la guerre polono-soviétique. L'examen des débats historiographiques qu'il recense permet de mieux mesurer la portée de l'événement et sa réception par les sociétés contemporaines. Les principales controverses concernent la datation du début de la guerre, la responsabilité de son déclenchement et la paternité de la victoire polonaise devant Varsovie. Toutes reviennent à se demander si la guerre polono-soviétique peut ou non être analysée comme une troisième campagne de l'Entente contre la Russie bolchevique, après le soutien apporté à Koltchak et à Denikine.

La guerre vécue : deux chefs militaires poloniment

Avant de susciter la curiosité des historiens, la guerre polono-soviétique a attiré l'attention de ses acteurs mêmes. L'ouvrage de Jozef Pilsudski, *L'Année 1920*^[6], paru en polonais en 1924, constitue la réponse du chef de l'Etat et commandant suprême des armées polonaises aux conférences faites en 1923 par Toukhatchevski à l'Académie militaire de Moscou, conférences réunies dans *La marche au-delà de la Vistule*.

L'auteur y défend l'idée que l'on ne peut prétendre appliquer à la guerre polono-soviétique de doctrine militaire, ce que fait Toukhatchevski en expliquant et se faisant l'avocat de sa stratégie des masses-belléens. Le propos est donc ici essentiellement militaire. Les deux chefs de guerre évoquent cependant, en marge de leur démonstration, le contexte diplomatique du conflit et les polémiques qui l'ont entouré.

Tandis que Toukhatchevski fait remonter le début de la guerre au mois d'avril 1920, lorsque l'Ukraine est envahie^[7], Pilsudski semble conscient de s'engager dès 1919 dans un conflit durable avec les bolcheviks, même si sa nature future est loin d'être supposée. La taille des deux Etats explique pour une part ce décalage dans la façon d'appréhender les événements : le front polono-bolchevique n'est pour les bolcheviks que l'un, parmi tant d'autres, des théâtres de la guerre, alors qu'il va rapidement représenter pour la Pologne la principale préoccupation. La personnalité de Pilsudski, sensibilisé à la lutte contre la Russie par son action avant et pendant la Première Guerre mondiale, est également déterminante.

Le chef de l'Etat polonais fait coïncider la naissance du conflit avec la date de l'accession de la Pologne à l'indépendance : « Le commencement de la guerre de la Pologne contre les Soviets, critique, date de 1918, l'année même où pendant deux mois à peine la Pologne avait

commencé à vivre d'une vie indépendante. [...] Je m'étais fixé dès 1918, en toute indépendance, le but net de notre guerre contre les Soviétiques. J'avais décidé notamment de faire les plus grands efforts pour éloigner le plus possible des lieux où la vie nouvelle était en train d'éclore et de prendre forme toutes les tentatives que l'on pourrait faire, tous les pièges que l'on pourrait nous tendre en vue de nous imposer une fois de plus une vie étrangère, une vie qui ne fût pas organisée par nous-mêmes. En 1919, j'accomplis cette tâche [8]. Cette interprétation est celle qui rencontre la faveur de la plupart des observateurs, témoins et historiens polonais de l'entre-deux-guerres. Elle inscrit la guerre polono-soviétique dans la continuité des luttes séculaires opposant les deux pays et permet de la présenter comme une nouvelle tentative de la Russie éternelle d'étouffer l'indépendance polonaise : dans cette optique, les bolcheviks sont avant tout des Russes.

Par Mathieu VALDEC

Vignette : Affiche de propagande soviétique : « Voilà comment mettre fin aux idées des maîtres. Longue vie à la Pologne soviétique ! » (source : domaine public).

[1] DAVIES, Norman, *White Eagle, Red Star. The Polish-Soviet War, 1919-1920* (Aigle blanc, étoile rouge. La guerre polono-soviétique, 1919-1920), Londres, Macdonald, 1972, 318 pp., p. 264.

[2] Si les forces en présence vont progresser jusqu'à atteindre au début d'août 1920 près de 1 500 000 hommes (en comptant les soldats insuffisamment équipés pour pouvoir combattre), la guerre polono-soviétique reste durant tout son long une guerre de mouvements fondée sur l'usage de l'infanterie et de la cavalerie. La bataille de cavalerie de Zamosc (en Galicie), à la fin d'août 1920, est la dernière du genre en Europe.

[3] Armées polonaises et bolcheviques entrent en contact à Kowel, en Volhynie, en mai 1919, et sur le Zbrucz, en Galicie orientale, en août. La prise de Minsk, qui met définitivement fin à la République de Lituanie – Biélorussie créée par les bolcheviks, permet aux Polonais d'établir une ligne de front protégeant Wilno, Minsk et Lwow.

[4] Petlioura renonce à la Galicie orientale et cède à la Pologne de vastes régions peuplées d'Ukrainiens.

[5] La guerre polono-soviétique permet d'observer les premiers pas de la diplomatie soviétique. L'invasion de la Pologne ethnique et l'amorce de sa soviétisation donnent lieu aux premiers exercices de langue de bois appliqués aux relations internationales. Les discours ultérieurs de la diplomatie soviétique semblent avoir été forgés sur ce modèle. Cette dimension fondatrice de la guerre polono-soviétique justifie l'expression « guerre polono-soviétique » qui sert à la qualifier ; celle-ci semble plus pertinente que les termes « guerre polono-russe » (privilegiant la continuité) ou « guerre polono-bolchevique » (certes plus juste chronologiquement, l'U.R.S.S. n'étant créée qu'en 1922, mais qui tend à fondre le conflit parmi les avatars de la guerre civile).

[6] PILSUDSKI, Joseph, *L'Année 1920*, Paris, La Renaissance du Livre, 1929, 335 pp. Contient M. TOUKHATCHEVSKI, *La marche au-delà de la Vistule*.

[7] *Ibid.*, p. 203.

[8] *Ibid.*, pp. 176-177.

[9] LEVESQUE, Jacques, *L'U.R.S.S. et sa politique internationale de Léonine à Gorbatchev*, Paris, A.

Colin, 1988, 335 pp., pp. 7-17.

[10] PILSUDSKI, Joseph, L'Année, *op. cit.*, pp. 203-204, 240-241, 254-255.

[11] *Ibid.*, p. 136.



[Retour en haut de page](#)

date de création

01/11/2000

Champs de mots

Auteur-article : Mathieu VALDEC